



**Convention relative aux
droits de l'enfant**

Distr.
GÉNÉRALE

CRC/C/SR.1171
21 novembre 2006

Original: FRANÇAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

Quarante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE (PARTIEL)* DE LA 1171^e*** SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,
le vendredi 15 septembre 2006, à 10 heures

Présidence: M. DOEK

SOMMAIRE

JOURNÉE DE DÉBAT GÉNÉRAL

Parler, participer et décider – Le droit pour l'enfant d'être entendu

* Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour le reste de la séance.

** Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour les 1167^e à 1170^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 5.

JOURNÉE DE DÉBAT GÉNÉRAL (point 7 de l'ordre du jour)

Parler, participer et décider – Le droit pour l'enfant d'être entendu

1. Le PRÉSIDENT dit que l'examen des rapports soumis par les États parties et les informations fournies par des ONG montrent que l'application de l'article 12 de la Convention ne progresse que très lentement dans certains pays et y rencontre beaucoup d'obstacles. La journée de débat a pour but de réfléchir au sens dudit article en relation avec les autres articles de la Convention, de cerner les lacunes qui existent dans son application, de dégager les bonnes pratiques et de définir les priorités afin de permettre aux enfants d'exercer pleinement leur droit de parler, de participer et de décider – leur droit d'être entendus, tant individuellement que collectivement. À l'issue du débat, qui se déroulera dans le cadre de deux groupes de travail, le Comité sera saisi des recommandations intégrant les propositions concrètes qui y auront été formulées, pour examen et adoption ultérieure.
2. M^{me} KHATTAB souligne que le droit d'être entendu est un des principes directeurs de la Convention, duquel dépend l'application des autres droits consacrés par la Convention. Il reste cependant un des droits le moins bien compris et le plus difficile à réaliser. L'article 12, qui vise à associer l'enfant au processus de réalisation de ses droits, ne prévoit pas d'âge minimum pour exprimer son opinion et ne fixe pas de limite au contexte dans lequel l'enfant peut exercer ce droit, qui n'est subordonné qu'à la capacité de l'enfant à formuler ses idées.
3. L'article 12, en conjonction avec les articles 13, 14, 15, 16, 23, 29 et 31, permet à l'enfant d'être un véritable acteur de la société, dans son foyer, à l'école, dans les différentes institutions et dans la communauté au sens large. La définition de l'intérêt supérieur de l'enfant passe par la prise en considération de son opinion et il faut alors garantir des normes minimales de participation de l'enfant aux processus décisionnels qui portent sur les questions le concernant.
4. En ce qui concerne le droit collectif d'être entendu, l'enfant qui peut exprimer son opinion au sein de sa famille fait l'apprentissage de la démocratie, développe ses capacités cognitives et établit de meilleurs liens avec ses parents ou tuteurs. Il faut veiller à ce que les enfants prennent part aux décisions concernant leur santé. Les parents doivent comprendre que l'exercice de leur autorité et la participation de l'enfant ne sont pas des principes antinomiques, mais constituent au contraire une combinaison favorable à la prévention de la violence domestique et au rapprochement des générations.
5. Dans les pays pauvres, le droit de participation des enfants est extrêmement réduit en raison de facteurs socioéconomiques. La situation des orphelins, des enfants de familles démunies ou désunies est extrêmement préoccupante car, souvent forcés de vivre dans les rues et de gagner leur vie sans aucune protection, ils sont facilement victimes de maltraitances et d'abus sexuels. Pour eux, le droit de participation devient une question de vie ou de mort. Les États doivent donc tout faire pour aider les familles pauvres à assumer leur rôle. Les filles aident aux tâches domestiques et sont ainsi souvent privées du droit d'aller à l'école, et leur consentement en vue de leur mariage ne leur est souvent demandé que pour la forme.

6. En matière d'éducation, les enfants doivent être perçus, non comme de simples réceptacles de savoir, mais comme des participants actifs au processus d'apprentissage afin de leur permettre de développer confiance en soi, estime de soi, créativité et esprit d'initiative, ainsi que d'acquérir des compétences et d'apprendre la tolérance. L'école doit, à ces fins, devenir plus démocratique. Les enseignants doivent être à l'écoute des enfants, ce qui suppose des conditions de travail et de rémunération satisfaisantes. Des classes surchargées, un faible niveau de rémunération et un manque de motivation chez les enseignants sont des facteurs qui favorisent l'échec scolaire chez les enfants les plus vulnérables, le sentiment de n'être ni compris, ni écoutés, et qui les poussent finalement à abandonner leur scolarité. La participation au sein de l'école permet à l'enfant de bénéficier de son droit à l'éducation. Le fait d'être privé d'éducation prive l'enfant de la possibilité de choisir sa vie. Les pays en développement doivent donc consacrer plus de moyens à l'éducation et inclure les droits de l'homme dans les programmes scolaires.

7. La participation des enfants aux affaires de la communauté dès le plus jeune âge ne peut qu'éveiller leur intérêt pour les questions politiques, renforcer leur sentiment d'appartenance et les aider à prendre des décisions en toute connaissance, éléments qui constituent le fondement d'une société démocratique.

8. L'engagement des enfants dans les conflits armés est un autre très grave sujet de préoccupation. Lorsque la guerre éclate, la parole des enfants est totalement étouffée. Les événements survenus dernièrement au Moyen-Orient en ont une fois de plus apporté la preuve.

9. Pour ce qui est du droit d'être entendu individuellement, certains pays ont introduit dans leur législation des dispositions élargissant ce droit qui permettent aux enfants d'intenter des actions en justice pour faire reconnaître leurs droits et visent à les protéger contre les risques auxquels peut les exposer leur témoignage devant la justice, notamment lors de procès mettant en cause leur famille. L'adoption par le Conseil économique et social, en 2005, des «Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels» a constitué un pas de géant en la matière.

10. Le droit des enfants d'être entendus est parfois particulièrement difficile à réaliser dans certaines cultures, où il est interprété comme un défi à l'autorité parentale et comme justifiant l'ingérence de l'État dans les affaires de la famille. Il est de la responsabilité des adultes d'écouter ce que les enfants ont à dire, de savoir reconsidérer leur propre point de vue et d'envisager des solutions qui prennent en considération l'opinion de l'enfant. Cela ne veut pas dire que l'opinion de l'enfant soit souveraine mais qu'un dialogue doit exister.

11. Pour les enfants comme pour les adultes, la participation passe par un apprentissage. Les personnes qui vivent et travaillent au contact des enfants doivent donc recevoir une formation devant les rendre aptes à donner aux enfants les moyens de participer librement et de façon accrue à la vie de la société et d'acquérir des compétences en matières de démocratie.

12. En vue de donner la parole aux enfants, de nombreux pays ont lancé des initiatives, telles que des conseils d'école, des sites Internet où ils peuvent échanger des opinions, lignes d'urgence où ils peuvent aussi porter plainte et, dans certains pays, des parlements pour enfants. Il faudrait évaluer l'efficacité de ces mécanismes et, en ce qui concerne les parlements et les conseils d'élèves, s'assurer que leurs membres sont élus librement.

13. Les États doivent avoir la volonté politique et se donner les moyens de faire appliquer efficacement ces droits. Ainsi, les enfants doivent pouvoir avoir accès, non seulement à des lignes d'urgence, mais aussi à des médiateurs et à des commissaires aux droits de l'enfant.

14. Les médias doivent quant à eux se doter d'un code de conduite, veiller à présenter correctement les opinions exprimées par les enfants sur les questions qui les concernent et respecter la confidentialité des informations relatives aux enfants.

15. L'étude des Nations unies sur la violence contre les enfants, que l'expert indépendant soumettra à l'Assemblée générale au mois d'octobre 2006, est réalisée avec la participation active d'enfants et il faudra s'attacher à en mettre en œuvre les recommandations.

16. Il faut espérer que la journée de débat général débouchera sur des propositions concrètes qui permettront au Comité d'élaborer un projet d'observations générales sur l'article 12.

17. M. KARUNAN (UNICEF) dit que l'UNICEF, de même que d'autres institutions, a intégré dans son plan d'action pour les quatre prochaines années des objectifs ciblés, fondés sur les principes fondamentaux de la Convention. L'UNICEF est convaincue que la participation des enfants et des jeunes doit être un élément essentiel des initiatives et programmes élaborés aux niveaux régional et national.

18. Plus d'une trentaine de jeunes, filles et garçons, sont venus des différentes régions du monde à Genève pour participer pendant deux jours à des réunions préparatoires en vue de la formulation d'observations et de recommandations relatives à l'article 12 et la Journée de débat général leur donnera l'occasion de les exposer. Leurs opinions ne peuvent qu'aider les adultes à mieux comprendre la complexité des contextes et des situations dans lesquels les enfants tentent de faire entendre leur voix.

19. L'UNICEF lutte pour que les garçons et les filles puissent participer à la prise des décisions les concernant, en particulier dans les situations de conflit et de crise, tout en portant une attention particulière aux enfants vulnérables. Cela suppose d'aider les États membres et les partenaires en général à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et programmes en faveur des enfants.

20. La participation, droit fondamental et «non-négociable» de tous les enfants, est la clef de leur développement personnel en ce qu'elle leur permet d'affirmer leur identité, de prendre confiance en eux-mêmes et d'engager des relations avec les adultes et le monde extérieur. En tant que source d'apprentissage, la participation arme de plus les enfants contre la maltraitance, l'exploitation et les situations de crise.

21. La participation des enfants est un atout pour la société car, reconnus et guidés par les adultes, les enfants peuvent faire bénéficier de leur savoir-faire, talents et expertise la famille et la communauté. La participation aide à construire la démocratie car un enfant auquel a été donné la chance de s'exprimer sera, en tant qu'adulte, respectueux de la citoyenneté et de participation à la prise de décisions.

22. Il importe que le Comité adopte une observation générale sur l'article 12 afin d'encourager les États parties à aller au-delà de ce qui s'est réduit jusqu'à présent bien souvent à une

participation symbolique à des cérémonies et conférences officielles en les invitant à contribuer véritablement à la société en tant que parties à la prise de décisions. Ensuite, puisque plusieurs articles de la Convention préconisent la participation des enfants, la promouvoir contribuerait aussi à leur application effective. Enfin, une observation générale permet d'apporter aux États parties des orientations sur les mesures législatives et sociales à mettre en œuvre en vue de la coopération entre les pouvoirs publics, les associations d'enfants, les ONG œuvrant en faveur des droits de l'enfant et l'UNICEF, et permettre aux ministères, directions scolaires et institutions locales de mieux associer les enfants à leurs activités quotidiennes et projets à long terme.

23. Pour être efficace, une observation générale doit être adaptable à la législation et aux procédures de chaque pays. Parmi les principales recommandations qu'elle devrait contenir figurent: garantir un espace et des occasions d'échanger avec les adultes et la société, surtout au sein de la famille, de l'école et de la communauté; investir d'une part, dans le développement des compétences des enfants et des jeunes gens à travers un apprentissage créatif, la participation sociale et le dialogue intergénérationnel et, d'autre part, dans le développement des compétences des parents, des prestataires de soins aux enfants, des enseignants, des agents de l'État afin qu'ils apprennent à dialoguer avec les enfants; créer un cadre législatif local et national qui soit accessible et adapté aux enfants. Les procédures administratives et judiciaires doivent garantir «l'intérêt supérieur de l'enfant», sa dignité et son intégrité.

24. M^{lle} AKTER (Aparajeyo-Bangladesh) dit qu'il convient d'instaurer au sein de la famille, au travail, dans les hôpitaux, dans les postes de police et dans toutes les institutions un environnement plus adapté aux enfants afin qu'ils cessent d'avoir peur des adultes. Elle recommande aussi la mise en place d'une justice pour mineurs davantage soucieuse de les aider à se corriger en exerçant des responsabilités au sein de la communauté que de les punir. En outre, un comité des enfants pourrait travailler en parallèle au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies pour le conseiller, vérifier qu'il est bien informé des questions concernant les enfants et assurer le suivi régulier de ses progrès.

25. M^{lle} MASUKU (Plan International, Zimbabwe) dit que les gouvernements doivent faire en sorte de protéger les enfants contre la maltraitance ou la violence sexuelle, notamment par l'intermédiaire de conseillers communautaires chargés d'aider les enfants victimes de leurs parents. Les enfants attendent du Comité qu'il assure leur protection.

26. M. REYES ESCATE (Red Nacional de Niños) dit que deux journées de réunions ont permis de dégager plusieurs sujets de préoccupation majeurs des enfants. D'abord, bien souvent les enfants ignorent qu'ils ont des droits et ne peuvent donc pas les faire respecter; pour en assurer la diffusion rapide, il faudrait donc enseigner leurs droits aux enfants à l'école, facteur-clef du développement et de l'apprentissage de l'enfant. Ensuite, chaque pays devrait se doter d'un véritable ministère des droits de l'enfant, qui aurait notamment pour mission de promouvoir la Convention et de veiller à son application, ainsi que d'associer les enfants aux travaux de suivi et d'établissement des rapports. Enfin, il faudrait que les États parties qui ne respectent pas la Convention fassent l'objet de sanctions.

27. M^{lle} COUCHMAN (Children's Rights Alliance for England) demande s'il ne serait pas normal qu'un enfant fasse partie du Comité. À son avis, les enfants devraient commencer cette nouvelle ère des droits de l'enfant en examinant la Convention pour juger de sa pertinence,

18 ans après sa rédaction, et envisager l'établissement d'un protocole sur la participation des enfants. Les enfants sont eux aussi des spécialistes et des experts, mais, à la différence des adultes qui ne font que parler de leurs problèmes, eux les vivent.

28. Le PRÉSIDENT convient que beaucoup reste à faire, avec l'appui de tous. L'engagement des enfants est une véritable source d'inspiration sans laquelle le travail du Comité serait encore plus difficile. Il prend note avec intérêt des intéressantes propositions exposées par les enfants ayant pris la parole et espère que les enfants continueront à encourager le Comité et à participer pour faire en sorte que les États parties appliquent la Convention. C'est en restant unis et en gardant espoir que pourra se construire un monde digne des enfants.

La partie de la séance faisant l'objet d'un compte rendu prend fin à 11 h 15.
